



Bouches du Rhône

La lettre de la CGT Educ'Action 13

N° 11 - Mardi 11 mai 2010

Edito

Rigueur...

Le premier ministre profitant de la crise grecque nous promet encore plus de sang et de larmes. Réduire à 6 % du PIB la dette publique, tel est le mot d'ordre (Cf article "Fillon met l'Etat au régime sec"). Pourtant cette dette n'est pas la nôtre. La crise financière causée par la folie spéculative des marchés a entraîné la récession et a creusé les déficits publics. Non seulement les états continuent d'emprunter sur les mêmes marchés financiers qui provoquent la crise, mais chaque année ils continuent de verser des milliards d'intérêts aux banques et organismes financiers qui spéculent sur leur dette.

Plus que jamais "Ne pas payer leur crise", le mot d'ordre des mobilisations du printemps 2009 doit guider notre action, être au cœur de notre intervention. Ne pas payer leur crise c'est en effet ne pas payer leur dette, c'est la faire payer à ceux qui l'ont causée !

Emmanuel Arvois

Retraites : le gouvernement ment... effrontément !

Les déficits des caisses de retraites sont "abyssaux", disent-ils. Faux ! Le COR (Comité d'Orientation des Retraites, organisme officiel destiné à produire un diagnostic de situation) chiffre les besoins de financement supplémentaires entre 1 et 2 points de PIB jusqu'en 2050. A comparer aux 8 points de PIB perdus par la masse salariale au cours des deux décennies écoulées et à l'explosion des dividendes versés aux actionnaires : de 3,2 % du PIB en 1982 à 8,5 % en 2007. Les moyens existent de financer les retraites en mettant un coup d'arrêt à l'actuel partage éhonté de la richesse au bénéfice des revenus financiers. Il faut augmenter la part des salaires et des pensions dans le partage de la richesse produite en s'attaquant à la part exorbitante des profits.

"François Fillon met l'Etat au régime sec..."

Ainsi titrait le 7 mai le quotidien "Les Echos". Profitant du chaos provoqué par la crise grecque le premier ministre, nouveau "père la rigueur", a en effet annoncé la semaine dernière la mise en œuvre d'une politique d'austérité budgétaire sans précédent récent. Il s'agit dans l'esprit d'un gouvernement ultra-libéral/ultra-antisocial de tout faire "pour préserver la signature de la France sur les marchés". Les dépenses de l'Etat (entendre le financement des services publics et les salaires des fonctionnaires) doivent être "gelées en valeur pour trois ans". Concrètement cela signifie qu'elles ne suivront pas l'inflation. Dans ce cadre le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux va continuer à s'appliquer jusqu'en 2013. Cela implique la suppression de 34 000 postes par an alors que 100 000 postes ont déjà été supprimés. Mais tout cela ne suffira pas : Matignon ambitionne plusieurs milliards d'économies par an. Sont concernées les dépenses sociales (aide au logement, allocation adulte handicapé, etc...) et les dépenses ciblées (contrats aidés, aides à la construction, subventions, etc...). En effet l'objectif du gouvernement est de ramener le déficit public à 6 % du PIB en 2011. Pendant ce temps après que 500 milliards ont été trouvés par le conseil des ministres européens pour couvrir le risque financier des spéculateurs de la dette grecque, les marchés boursiers se sont à nouveau envolés lundi, gagnant 20 % en une journée... Normal, ce n'est pas à eux qu'on fait payer leur dette ! A moins que...

Les organisations syndicales appellent à une journée nationale d'action et de grève Jeudi 27 mai.

L'intersyndicale CGT, CFDT, FSU, Solidaires, UNSA a annoncé, à la suite de sa réunion du 6 mai l'organisation d'une nouvelle journée d'action le jeudi 27 mai avec grèves et manifestations pour défendre l'emploi et les retraites. Dans leur communiqué les Confédérations et Unions appellent leurs syndicats à "organiser des actions unitaires de haut niveau donnant lieu à des grèves et manifestations interprofessionnelles dans les territoires". Elles ont aussi dénoncé dans leur texte commun "le gel des dépenses de l'Etat pour les trois ans à venir" annoncé par le premier ministre. Le choix de la date du 27 mai vise notamment à peser sur les décisions concernant les retraites que le gouvernement doit communiquer aux partenaires sociaux en avant-projet de loi entre le 15 et le 30 juin. Dans les Bouches du Rhône l'intersyndicale départementale s'est mise d'accord sur un appel commun à la grève et une manifestation à Marseille, au départ du Vieux-Port à 10.30.

Samedi 29 mai 2010 : Petite enfance:

Journée de manifestations à Paris et à Marseille notamment: Pas de bébés à la consigne!

Le 6 mai les personnels étaient en grève: un millier de personnes dans les rues de Marseille et d'Aix. Une délégation a été reçue en préfecture. Le sden 13 était présent.